

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2011

BANQUES POPULAIRES COVERED BONDS

SOMMAIRE

Rapport d'activité	P. 4
Etats financiers consolidés résumés au 30 juin 2011	P. 6
Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	P. 25
Déclaration de la personne physique Responsable du rapport financier semestriel	P. 27

Directoire

Jean-Philippe BERTHAUT – Directeur Général
Dominique ZIEGLER

Conseil de Surveillance

Alain DAVID – Président
Richard NALPAS – Vice-Président
Roland CHARBONNEL
BPCE représenté par Christiane BUTTE

Commissaires aux comptes

KPMG Audit
PricewaterhouseCoopers Audit

RAPPORT DE GESTION INTERMEDIAIRE DU DIRECTOIRE **AU 30 JUIN 2011**

SITUATION ET ACTIVITÉ AU COURS DU 1^{er} SEMESTRE 2011

Au cours des six premiers mois de l'année 2011 Banques Populaires Covered Bonds a réalisé des émissions obligataires sécurisées pour un montant total de 690 millions d'euros.

Pendant le 1^{er} semestre 2011, 6 émissions ont été remboursées :

- Une émission publique de 1,1 Milliards d'euros
- Cinq émissions auto souscrites par les BP pour 7,4 Milliards d'euros.

Actuellement 18 Banques Populaires utilisent le programme de BPCB, le montant des titres émis représente au 30/06/2011 : 8,5 Milliards d'euros.

Au 30 juin 2011, le collatéral mobilisé par les Banques Populaires représentait 12,1 Milliards d'euros

Il est à noter que Banques Populaires Covered Bonds a arrêté d'émettre depuis le 28 mars 2011 suite à la création de BPCE SFH. Dès lors BPCB est piloté en gestion extinctive jusqu'à la liquidation de la structure qui interviendra lorsque les obligations sécurisées existantes seront arrivées à échéance.

Au crédit du compte de résultat sont inscrits des produits qui proviennent de trois sources :

- Produits d'intérêts sur le compte à vue qui est rémunéré au taux Eonia. Ces produits d'intérêts se sont élevés à 23.063 euros.
- Produits d'intérêts provenant du placement des fonds propres de BPCB qui ont généré des produits de 682.122 euros.
- Commissions de refinancement : c'est une commission facturée par BPCB aux Banques Populaires sur le nominal de chacune des émissions. Cette commission a représenté 138.000 euros.

Les charges d'exploitation de la période ont représenté 547.496 euros se décomposant notamment en :

- prestations administratives et comptables versées à BPCE pour la tenue comptable, la gestion juridique et fiscale, ainsi que la supervision des risques, de la conformité et de l'inspection générale pour un montant de 120.000 euros.
- les prestations informatiques réalisées par IBP ont représenté une charge de 57.000 euros correspondant aux traitements récurrents de rechargement mensuel du collatéral ainsi que l'établissement des reportings
- la prestation de service de Natixis (frais de gestion de trésorerie) pour 50.000 euros
- impôts pour 290.389 euros dont 250.448 euros de contribution sociale de solidarité IFA de 32.750 euros et TP de 7.191.

Les frais liés aux émissions correspondant aux frais d'agences de notation, d'avis juridique, frais d'enregistrement ont représenté pour la période 146.376 euros. Ces frais sont enregistrés en autres charges d'exploitation bancaire et viennent donc en diminution du PNB.

Le résultat du premier semestre 2011 est positif contrairement aux deux exercices précédents : + 156.029 euros. Il n'y a donc aucune subvention à enregistrer

La société réalise donc un résultat net comptable avant impôt de 156.000 euros qui après déduction 2010 et réintégration 30-06-2011 de la CSS donne un déficit fiscal de 129.000 euros.

EVENEMENTS IMPORTANTS INTERVENUS DEPUIS LE 30 JUIN 2011

Rien à signaler

DIFFICULTES RENCONTREES

Aucune difficulté particulière n'est à signaler.

INFORMATIONS CONCERNANT LES MANDATAIRES SOCIAUX

M. Patrick MENU, Président et Membre du Directoire a présenté sa démission de ses fonctions par courrier en date du 15 juin 2011 adressée au Président du Conseil de Surveillance.

Le Conseil du 30 juin 2011 a pris acte de cette double démission et a décidé à l'unanimité de nommer Monsieur Jean-Philippe BERTHAUT, en qualité de Président du Directoire et de dirigeant responsable au sens de l'article L 511-13 du Code monétaire et financier.

INFORMATIONS RELATIVES A LA DETENTION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social est toujours détenu à 99 % par BPCE.

CONSÉQUENCES SOCIALES DE L'ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ

La société ne comprend aucun effectif salarié. L'activité de la société n'a donc aucune conséquence sociale.

RISQUES DE LA SOCIÉTÉ

BPCB n'a réalisé aucune marge sur les prêts octroyés aux Banques Populaires : les produits et charges d'intérêts sont par conséquent complètement adossés à la fois en terme de durée, de devises et de taux. BPCB ne supporte donc aucun risque de taux (hormis le risque sur la gestion de la trésorerie), de liquidité ou de change.

PERSPECTIVES D'AVENIR

BPCE a créé une nouvelle société de refinancement commune aux deux réseaux qui s'est substituée à BPCB (et à GCE CB). Ce nouvel émetteur, qui utilise le cadre légal d'une Société de Financement de l'Habitat (SFH) dont la loi a été votée par le parlement en 2010, a été agréée auprès de l'ACP le 28 mars 2011. Le démarrage opérationnel de BPCE SFH a eu lieu le 10 mai 2011 lors d'une émission inaugurale à 5 ans pour 2 Milliards d'euros.

En fait BPCB n'a plus vocation à émettre mais continuera à exister. La liquidation de la structure ne sera effectuée que lorsque les obligations sécurisées existantes seront arrivées à échéance. D'ici là, les frais de gestion courante de BPCB seront couverts par les produits de placement de son capital.

COMPTES INDIVIDUELS SEMESTRIELS
EXERCICE 2011

1 BILAN ET HORS BILAN

en milliers d'euros

ACTIF	Notes	30/06/2011	31/12/2010
CAISSES, BANQUES CENTRALES			
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES			
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	3.1 / 3.8	8 543 552	16 463 495
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE			
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	3.2 / 3.8	75 825	75 143
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE			
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	3.3	4	4
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES			
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE			
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
AUTRES ACTIFS	3.5	26	85
COMPTES DE REGULARISATION	3.6	35 304	35 546
TOTAL DE L'ACTIF		8 654 711	16 574 273
HORS BILAN	Notes	30/06/2011	31/12/2010
Engagements donnés			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	4.1		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	4.1		
ENGAGEMENTS SUR TITRES			

en milliers d'euros

PASSIF	Notes	30/06/2011	31/12/2010
BANQUES CENTRALES			
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT			
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE			
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	3.4 / 3.8	8 538 095	16 458 294
AUTRES PASSIFS	3.5	258	535
COMPTES DE REGULARISATION	3.6	35 899	35 141
PROVISIONS			
DETTES SUBORDONNEES			
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX (FRBG)			
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	3.7	80 459	80 303
Capital souscrit		80 000	80 000
Primes d'émission			
Réserves		15	15
Ecart de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Report à nouveau		288	288
Résultat de l'exercice (+/-)		156	0
TOTAL DU PASSIF		8 654 711	16 574 273
HORS BILAN	Notes	30/06/2011	31/12/2010
Engagements reçus			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT			
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	4.1	12 116 722	23 373 343
ENGAGEMENTS SUR TITRES			

2 COMPTE DE RESULTAT

en milliers d'euros

	Notes	1er Semestre 2011	1er Semestre 2010
Intérêts et produits assimilés	5.1	161 284	149 055
Intérêts et charges assimilées	5.1	(160 571)	(148 943)
Revenus des titres à revenu variable			
Commissions (produits)	5.2	138	362
Commissions (charges)	5.2	(1)	
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation			
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
Autres produits d'exploitation bancaire	5.3		
Autres charges d'exploitation bancaire	5.3	(146)	(331)
PRODUIT NET BANCAIRE		704	143
Charges générales d'exploitation	5.4	(547)	(543)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles			
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		156	(400)
Coût du risque			
RESULTAT D'EXPLOITATION		156	(400)
Gains ou pertes sur actifs immobilisés			
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		156	(400)
Résultat exceptionnel	5.5		597
Impôt sur les bénéfices	5.6		(198)
Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées			
RESULTAT NET		156	0

3 NOTES ANNEXES AUX COMPTES INDIVIDUELS ANNUELS

1	NOTE 1. CADRE GENERAL.....	10
	1.1 FONCTIONNEMENT DE BPCB	10
	1.2 FAITS MARQUANTS	10
2	NOTE 2. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES.....	11
	2.1 METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION APPLIQUEES	11
	2.2 CHANGEMENTS DE METHODES COMPTABLES.....	11
	2.3 PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION	11
	2.3.1 Opérations avec les établissements de crédit.....	11
	2.3.2 Titres	11
	2.3.3 Dettes représentées par un titre	12
	2.3.4 Intérêts et assimilés – Commissions.....	13
	2.3.5 Impôt sur les bénéfices.....	13
3	NOTE 3. INFORMATIONS SUR LE BILAN.....	14
	3.1 DETTES ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	14
	3.2 OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	14
	3.3 PARTICIPATIONS, PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES, AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	15
	3.3.1 Evolution des participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme .	15
	3.3.2 Opérations avec les entreprises liées	16
	3.4 DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE.....	16
	3.5 AUTRES ACTIFS ET AUTRES PASSIFS.....	17
	3.6 COMPTES DE REGULARISATION	17
	3.7 CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	18
	3.8 DUREE RESIDUELLE DES EMPLOIS ET RESSOURCES.....	19
4	NOTE 4. INFORMATIONS SUR LE HORS BILAN	20
	4.1 ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNES.....	20
	Autres engagements de garantie	20
	4.2 VENTILATION DU BILAN PAR DEVISE.....	20
5	NOTE 5. INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT	21
	5.1 INTERETS, PRODUITS ET CHARGES ASSIMILES	21
	5.2 COMMISSIONS.....	21
	5.3 AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE.....	22
	5.4 CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	22
	5.5 RESULTAT EXCEPTIONNEL	23
	5.6 IMPOT SUR LES BENEFICES.....	23
6	NOTE 6. AUTRES INFORMATIONS	24
	6.1 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	24
	6.2 CONSOLIDATION	24
	6.3 IMPLANTATIONS DANS LES PAYS NON COOPERATIFS	24

NOTE 1. CADRE GENERAL

1.1 Fonctionnement de BPCB

La société BPCB émet des Covered Bonds avec des primes d'émissions et des frais d'émissions. Ces derniers sont étalés linéairement sur la durée de vie de chaque émission.

Les fonds ainsi levés sont ensuite prêtés aux Banques Populaires selon les mêmes caractéristiques (même date valeur, même échéance, même taux) avec des surcotes décotes exactement égales aux primes d'émissions et des commissions reçues par BPCB.

Il existe 2 types de commissions sur les prêts aux BP :

- des commissions étalées sur la durée de vie du prêt égales aux frais d'émission.
- des commissions comptabilisées intégralement en résultat.

Les opérations d'émissions et de prêts ayant exactement les mêmes caractéristiques, l'ensemble de l'opération ne génère aucun PNB à l'exception des commissions intégralement comptabilisées en résultat.

1.2 Faits marquants

Au cours du 1^{er} semestre 2011, la société BP Covered Bonds a réalisé les émissions suivantes :

- Une émission publique pour 100 000 k€ à taux fixe en date valeur 16-03-2011 => 12 prêts ont été consentis en parallèle et mis en place face aux BP.
- Une émission publique pour 90 000 k€ à taux fixe en date valeur 25-03-2011 => 10 prêts ont été consentis en parallèle et mis en place face aux BP.
- Une émission publique pour 500 000 k€ à taux fixe en date valeur 31-01-2011 => 12 prêts ont été consentis en parallèle et mis en place face aux BP.
- Cinq émissions pour un encours global de 7 400 000 k€ ont été nettes au cours du 1^{er} trimestre 2011.
- Une émission est arrivée à échéance le 02-05-2011 : encours 1 100 000 K€. L'encours global au 30 juin 2011 s'élève à 8 485 000 k€, soit une diminution de 48% par rapport au 31 décembre 2010.

Le résultat semestriel 2011 étant bénéficiaire de + 156 k€, aucune subvention d'exploitation n'a été enregistrée contrairement aux deux exercices précédents.

2.1 Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées

Les comptes individuels semestriels de BPCB sont établis et présentés dans le respect des règlements du Comité de la réglementation comptable (CRC) et du Comité de la réglementation bancaire et financière (CRBF). Par application du Règlement n 91-01 du CRBF, la présentation des états financiers est conforme aux dispositions des règlements n° 2000-03 et n° 2005-04 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux documents de synthèse individuels.

2.2 Changements de méthodes comptables

Aucun changement de méthodes comptables n'a affecté les comptes du premier semestre 2011.

2.3 Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes du premier semestre sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.3.1 Opérations avec les établissements de crédit

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires sur les établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles sont ventilées entre créances à vue et à terme.

Les créances sur établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus et nette des dépréciations constituées sur risque crédit.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme). Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques.

2.3.2 Titres

Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs

mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire), les actions et les autres titres à revenu variable.

Les opérations sur titres sont régies au plan comptable par deux textes principaux :

- le règlement CRC n° 2005-01, modifiant le règlement CRBF n° 90-01 du 23 février 1990 et complété par l'instruction n° 94-07 de la Commission bancaire, qui définit les règles générales de comptabilisation et de valorisation des titres,
- le règlement du CRBF n° 89-07, complété de l'instruction n° 94-06 de la Commission bancaire, qui définit les règles relatives à des opérations particulières de cession comme les cessions temporaires de titres.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction.

Titres d'investissement

Ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixe qui ont été acquis avec l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Les titres ne doivent pas être soumis à une contrainte existante, juridique ou autre, qui serait susceptible de remettre en cause l'intention de détention jusqu'à l'échéance des titres.

Les titres d'investissement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

Les intérêts courus sont constatés dans des comptes rattachés en contrepartie du compte de résultat au poste "Intérêts et produits assimilés".

La différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement (prime ou décote) des titres à revenu fixe est rapportée au compte de résultat sur la durée résiduelle du titre en utilisant la méthode actuarielle.

Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres. Les plus values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres d'investissement ne peuvent sauf exceptions pas faire l'objet de vente ou de transfert dans une autre catégorie de titres.

Autres titres détenus à long terme

Ce sont des titres acquis afin de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de l'entreprise dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Les autres titres détenus à long terme sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

Ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Cette dernière, pour les titres cotés ou non, correspond à ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les autres titres détenus à long terme ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

2.3.3.Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres

obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés sur une ligne spécifique au passif.

Les frais d'émission sont, selon leur nature, pris en charge en totalité sur la période ou étalés sur la durée de vie des emprunts correspondants. Les primes d'émission et de remboursement sont étalées sur la durée de la vie de l'emprunt par le biais d'un compte de charge à répartir.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

2.3.4 Intérêts et assimilés – Commissions

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû.

Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- Commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations.
- Commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

2.3.5 Impôt sur les bénéfices

Aucune charge d'impôt correspondant à l'impôt sur les sociétés n'a été enregistré sur le 1^{er} semestre 2011 du fait d'un résultat fiscal déficitaire sur la période.

NOTE 3. INFORMATIONS SUR LE BILAN

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements et de dépréciations.

3.1 Dettes et créances sur les établissements de crédit

en milliers d'euros

ACTIF	30/06/2011	31/12/2010
Créances à vue	5 449	5 200
<i>Comptes ordinaires</i>	5 444	5 187
<i>Comptes et prêts au jour le jour</i>		
<i>Valeurs et titres reçus en pension au jour le jour</i>		
<i>Valeurs non imputées</i>		
<i>Créances rattachées sur créances à vue</i>	5	13
Créances à terme	8 538 103	16 458 295
<i>Comptes et prêts à terme</i>	8 485 000	16 295 000
<i>Prêts subordonnés et participatifs</i>		
<i>Valeurs et titres reçus en pension à terme</i>		
<i>Créances rattachées sur créances à terme</i>	53 103	163 295
Créances douteuses	0	0
<i>dont créances douteuses compromises</i>		
Dépréciations des créances interbancaires	0	0
<i>dont dépréciation sur créances douteuses compromises</i>		
TOTAL	8 543 552	16 463 495

Les créances à vue représentent le solde du compte courant de BP Covered Bonds ouvert dans les établissements suivants :

- BPCE : pour 416 milliers d'euros
- NATIXIS : pour 5 033 milliers d'euros

Les créances à terme représentent les prêts ainsi que les intérêts courus, consentis aux Banques Populaires.

3.2 Obligations et autres titres à revenu fixe

en milliers d'euros

	30/06/2011			31/12/2010		
	Transaction	Placement	Investissement	Transaction	Placement	Investissement
Effets publics et valeurs assimilées						
Valeurs brutes						
Créances rattachées						
Dépréciations						
Obligations et autres titres à revenu fixe			75 825			75 143
Valeurs brutes			75 000			75 000
Créances rattachées			825			143
Dépréciations						
Actions et autres titres à revenu variable						
Montants bruts						
Créances rattachées						
Dépréciations						
Total	0	0	75 825	0	0	75 143

La rubrique obligations et autres titres à revenu fixe correspond à l'encours ainsi qu'aux créances rattachées de deux titres d'investissement Compagnie de Financement Foncier pour 75 825 milliers d'euros.

3.3 Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme

3.3.1 Evolution des participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2010	Augmentation	Diminution	30/06/2011
Valeurs brutes	4	0	0	4
<i>Participations et autres titres détenus à long terme</i>	4	0	0	4
<i>Parts dans les entreprises liées</i>				
- <i>Dont avance en compte courant & TSDI</i>				
Dépréciations	0	0	0	0
<i>Participations et autres titres à long terme</i>				
<i>Parts dans les entreprises liées</i>				
- <i>Dont avance en compte courant & TSDI</i>				
Total	4	0	0	4

La rubrique « participations et autres titres détenus à long terme » pour 4 milliers d'euros correspond au montant du certificat d'association revenant à BP Covered Bonds en tant qu'adhérent au système de garantie des dépôts.

3.3.2 Opérations avec les entreprises liées

Il s'agit des sociétés susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidé.

En milliers d'euros	30/06/2011	31/12/2010
ACTIF		
Créances sur les établissements de crédit	8 543 552	16 463 494
Créances sur la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe	75 825	75 143
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et activités de portefeuille		
Parts dans les entreprises liées		
Autres actifs		
Comptes de régularisation (1)	0	1 042
PASSIF		
Capital souscrit	80 000	80 000
Dettes envers les établissements de crédit		
Comptes créditeurs clientèles		
Dettes représentées par un titre		
Dettes subordonnées		
Autres passifs		
Comptes de régularisation	378	210
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		
Charges sur les opérations de trésorerie et interbancaires	0	9
Charges sur opérations avec la clientèle		
Charges sur opérations sur obligations et autres titres à revenu fixe		
Charges nettes sur opérations sur instruments financiers		
Commissions		
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE		
Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires (1)	155 202	330 343
Produits sur opérations avec la clientèle		
Produits sur opérations sur obligations et autres titres à revenu fixe	682	143
Dividendes et produits assimilés		
Produits nets sur opérations sur instruments financiers		
Commissions	138	824
PRODUITS EXCEPTIONNELS	0	1 042
ENGAGEMENTS DE GARANTIES		
Autres engagements de garanties	12 116 722	23 373 343

(1) ce poste ne comprend pas les étalements de surcotes décotes liés aux prêts

3.4 Dettes représentées par un titre

en milliers d'euros	30/06/2011	31/12/2010
Bons de caisse et bons d'épargne		
Titres du marché interbancaire et de créances négociables		
Emprunts obligataires	8 485 000	16 295 000
Autres dettes représentées par un titre		
Dettes rattachées	53 095	163 294
Total	8 538 095	16 458 294

Les emprunts obligataires correspondent au stock d'émissions réalisées par BP Covered Bonds.

3.5 Autres actifs et autres passifs

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2011		31/12/2010	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Versements restant à effectuer sur titres de participations				
Comptes de règlement sur opérations sur titres				
Primes sur instruments conditionnels achetés et vendus				
Dettes sur titres empruntés et autres dettes de titres				
Créances et dettes sociales et fiscales	18	258	77	535
Dépôts de garantie versés et reçus	8		8	
Autres débiteurs divers, autres créditeurs divers				
TOTAL	26	258	85	535

La rubrique « autres actifs » est constituée des dépôts de garantie effectués auprès du fonds de garantie des dépôts, et de la créance sur l'impôt sur les sociétés résultant de l'excédent des versements sur l'IS exigible.

- les dépôts de garantie comprennent :
 - la cotisation garantie espèces pour 4 milliers d'euros.
 - la cotisation du fonds de garantie des dépôts pour 4 milliers d'euros.
- l'excédent des acomptes sur l'IS exigible enregistré au titre du premier semestre 2011 pour un montant de 18 milliers d'euros.

La rubrique « autres passifs » correspond principalement à la contribution sociale de solidarité pour 250 milliers d'euros.

3.6 Comptes de régularisation

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2011		31/12/2010	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Engagements sur devises				
Gains et pertes différés sur instruments financiers à terme de couverture				
Primes et frais d'émission	9 843	25 428	9 672	24 832
Charges et produits constatés d'avance	25 462	9 843	24 832	9 672
Produits à recevoir/Charges à payer	0	628	1 042	637
Valeurs à l'encaissement				
Autres				
TOTAL	35 304	35 899	35 546	35 141

A l'actif :

- les charges constatées d'avance correspondent aux surcotes-décotes sur prêts restant à amortir pour 25 428 milliers d'euros, ainsi qu'à des fees Standard & Poor's pour 34 milliers d'euros.
- les primes d'émission restant à amortir pour 3 306 milliers d'euros.
- les frais d'émission restant à amortir pour 6 537 milliers d'euros.

Au passif :

- les produits constatés d'avance correspondent aux surcotes-décotes sur prêts restant à amortir pour 3 306 milliers d'euros ainsi qu'aux étalements de commissions reçues pour 6 537 milliers d'euros.
- les primes d'émission restant à amortir pour 25 428 milliers d'euros.
- Les charges à payer sont de 628 milliers d'euros au 30-06-2011.

Elles se composent principalement de :

- Frais de gestion trésorerie Natixis 2010 : 96 milliers d'euros
- Frais de gestion trésorerie Natixis 1^{er} semestre 2011 : 50 milliers d'euros
- Honoraires sur titres émis MOODYS 2010 : 66 milliers d'euros
- Honoraires sur titres émis MOODYS 1^{er} semestre 2011 : 38 milliers d'euros
- Prestation informatique IBP 2010 : 115 milliers d'euros
- Prestation informatique IBP 1^{er} semestre 2011 : 57 milliers d'euros
- Facture contrat agent administratif BPCE 1^{er} semestre 2011 : 60 milliers d'euros

3.7 Capitaux propres hors FRBG

<i>en milliers d'euros</i>	Capital	Primes d'émission	Réserves/ Autres	Report à nouveau	Résultat	Total capitaux propres hors FRBG
Total au 31 décembre 2009	80 000		15	288	-	80 303
Total au 31 décembre 2010	80 000	-	15	288	-	80 303
Variation de capital						-
Affectation résultat 2010		-		-	-	-
Distribution de dividendes				-		-
Augmentation de capital	-	-				-
Remboursement du capital	-	-		-		-
Autres mouvements			-	-		-
Résultat de la période					-	-
Total au 30 juin 2011	80 000	-	15	288	156	80 459

Le capital de BP Covered Bonds est détenu à 99,99% par BPCE, les 0.01% restant par des personnes physiques membres du conseil d'administration.

	Nombre de titres				
	A l'ouverture de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	A la clôture de l'exercice	Valeur Nominale
Actions ordinaires	8 000 000	0		8 000 000	10 €
Actions amorties					
Actions à dividendes prioritaire dans droit de vote					
Actions préférentielles					
Parts sociales					
Certificats d'investissement					

3.8 Durée résiduelle des emplois et ressources

Les emplois et ressources à terme définis sont présentés selon la durée restant à courir avec créances et dettes rattachées.

<i>en milliers d'euros</i>	moins de 3 mois	de 3 mois à 1 an	de 1 an à 5 ans	plus de 5 ans	30/06/2011
Total des emplois	59 377	0	6 460 000	2 100 000	8 619 377
Effets publics et valeurs assimilées					
Créances sur les établissements de crédit	58 552		6 385 000	2 100 000	8 543 552
Opérations avec la clientèle					
Obligations et autres titres à revenu fixe	825		75 000		75 825
Opérations de crédit-bail et de locations simples					
Total des ressources	53 095	0	6 385 000	2 100 000	8 538 095
Dettes envers les établissements de crédit					
Opérations avec la clientèle					
Dettes représentées par un titre	53 095		6 385 000	2 100 000	8 538 095
Dettes subordonnées					

NOTE 4. INFORMATIONS SUR LE HORS BILAN

4.1 Engagements reçus et donnés

Autres engagements de garantie

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2011		31/12/2010	
	Donnés	Recus	Donnés	Recus
Autres valeurs affectées en garantie en faveur d'établissements de crédit		12 116 722		23 373 343
Autres valeurs affectées en garantie reçues de la clientèle				
Total		12 116 722		23 373 343

BP Covered Bonds bénéficie d'une garantie financière accordée par les Banques Populaires.

Cette garantie financière est constituée directement sur un portefeuille de créances immobilières détenues par les Banques Populaires. Au 30 juin 2011 sur la base des données au 31 mai 2011, ces créances s'élèvent à 12 116 722 milliers d'euros, soit une diminution de 11 256 621 milliers d'euros par rapport au 31 décembre 2010.

Notons que la diminution des engagements reçus de - 48% est parfaitement corrélée avec celle des émissions.

En cas de survenance d'évènements prédéterminés définis dans le prospectus d'émission, la garantie financière pourra être exercée et la propriété des actifs donnés en garantie sera automatiquement transférée à BP Covered Bonds.

4.2 Ventilation du bilan par devise

L'intégralité des opérations sont libellés en Euro.

NOTE 5. INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

5.1 Intérêts, produits et charges assimilés

<i>en milliers d'euros</i>	1er Semestre 2011			1er Semestre 2010		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit	160 601		160 601	149 055		149 055
Opérations avec la clientèle						0
Obligations et autres titres à revenu fixe	682	(160 571)	(159 889)		(148 943)	(148 943)
Dettes subordonnées						0
Opérations de macrocouverture						0
Total	161 284	(160 571)	713	149 055	(148 943)	112

Produits :

La rubrique « opérations avec les Etablissements de Crédits » se décompose de la manière suivante :

- Produits d'intérêts et ICNE sur prêts interbancaires : 155 179 milliers d'euros
- Produits d'intérêts sur compte courant : 23 milliers d'euros
- Etalement des primes d'émissions reçues : 4 689 milliers d'euros
- Etalement des commissions sur prêts : 711 milliers d'euros

La rubrique « obligations et autres titres a revenu fixe » se décompose de la manière suivante :

- ICNE liés aux titres d'investissement pour 682 milliers d'euros

Charges :

La rubrique « obligations et autres titres à revenu fixe » se décompose de la manière suivante :

- Charges d'intérêts et ICNE sur les émissions réalisées pour 155 171 milliers d'euros
- Etalement des primes d'émissions payées : 857 milliers d'euros
- Etalement des commissions sur émissions : 711 milliers d'euros
- Etalement des surcotes décotes sur prêts : 3 832 milliers d'euros

5.2 Commissions

<i>en milliers d'euros</i>	1er Semestre 2011			1er Semestre 2010		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Activités de conseil			0			0
Autres commissions	138	(1)	137	362		362
Total	138	(1)	137	362	0	362

La rubrique autres commissions pour 138 milliers d'euros correspond à la commission de placement pour 0.02% du volume d'émissions sur le premier semestre 2011.

5.3 Autres produits et charges d'exploitation bancaire

en milliers d'euros	1er Semestre 2011			1er Semestre 2010		
	Produits	Charges	Total	Produits	Charges	Total
Quote-part d'opérations faites en commun						
Refacturations de charges et produits bancaires						
Activité terminale de paiement électronique						
Amortissement et refacturation des frais d'émission		(146)	(146)		(331)	(331)
Activités immobilières						
Prestations de services informatiques						
Autres activités diverses						
Autres produits et charges accessoires						
Total	0	(146)	(146)	0	(331)	(331)

La rubrique « amortissement et refacturation des frais d'émission » peut se ventiler de la manière suivante :

- Frais liés directement aux émissions : - 146 milliers d'euros

5.4 Charges générales d'exploitation

en milliers d'euros	1er Semestre 2011	1er Semestre 2010
Frais de personnel		
Salaires et traitements		
Charges de retraite et assimilées		
Autres charges sociales		
Intéressement des salariés		
Participation des salariés		
Impôts et taxes liés aux rémunérations		
Total des frais de personnel	0	0
Autres charges d'exploitation		
Impôts et taxes	(290)	(271)
Autres charges générales d'exploitation	(257)	(272)
Charges refacturées		
Total des autres charges d'exploitation	(547)	(543)
Total	(547)	(543)

BP Covered Bonds n'a pas de salarié. Les prestations comptables et juridiques sont réalisées par BPCE.

La rubrique « charges générales d'exploitation » correspond notamment aux prestations administratives et comptables réalisées par BPCE pour le compte de BP Covered Bonds dans le cadre d'une convention ad hoc (contrat d'agent administratif) pour 120 milliers d'euros, des frais de gestion de trésorerie NATIXIS pour 50 milliers d'euros, ainsi que les prestations informatiques IBP pour 57 milliers d'euros.

La rubrique impôts et taxes se décompose de la manière suivante :

- Contribution sociale de solidarité pour 252 milliers d'euros
- IFA pour 33 milliers d'euros

5.5 Résultat exceptionnel

<i>en milliers d'euros</i>	1er Semestre 2011	1er Semestre 2010
Produits exceptionnels	0	597
Charges exceptionnelles	0	0

Le résultat du premier semestre 2011 est positif contrairement aux deux exercices précédents : + 156 milliers d'euros. Il n'y a donc aucune subvention à enregistrer.

5.6 Impôt sur les bénéfices

Intégration fiscale

La société est comprise dans le périmètre de l'intégration fiscale de BPCE.

En matière d'impôt sur les sociétés, conformément aux termes de la convention d'intégration fiscale, l'impôt est déterminé par la filiale, comme en l'absence d'intégration fiscale.

Le montant ainsi calculé, déduction faite des avoirs fiscaux et crédits d'impôts éventuels, est dû à la société mère.

L'impôt sur les sociétés acquitté auprès de la tête de groupe, ventilé entre le résultat courant et le résultat exceptionnel, s'analyse ainsi :

en milliers d'euro	1er Semestre 2011
Résultat net comptable avant impôt	156
Réintégration de la CSS au 30-06-2011	252
Déduction de la CSS 2010	(537)
Résultat fiscal	(129)
IS calculé sur le résultat de la période (Taux 33,33%)	-
Régularisation sur exercices antérieurs	-
Charges d'impôt sur les bénéfices au 30-06-2011	-

NOTE 6. AUTRES INFORMATIONS

6.1 Honoraires des Commissaires aux comptes

en milliers d'euros	PWC				KPMG			
	1er Semestre 2011		Exercice 2010		1er Semestre 2011		Exercice 2010	
	Montant (HT)	%	Montant (HT)	%	Montant (HT)	%	Montant (HT)	%
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	5	23%	8	31%	5	23%	8	31%
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaires aux comptes	17	77%	18	69%	17	77%	18	69%
TOTAL	22	100%	26	100%	22	100%	26	100%

6.2 Consolidation

Les comptes individuels de BP Covered Bonds sont intégrés dans les comptes consolidés de BPCE en application du règlement n°99-07 du Comité de la Réglementation Comptable.

6.3 Implantations dans les pays non coopératifs

L'article L. 511-45 du code monétaire et financier et l'arrêté du ministre de l'économie du 6 octobre 2009 imposent aux établissements de crédit de publier en annexe à leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et leurs activités dans les Etats ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales permettant l'accès aux renseignements bancaires.

Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issu des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Le Groupe BPCE, dès sa constitution, a adopté une attitude prudente, en informant régulièrement les établissements de ses réseaux des mises à jour des listes de territoires que l'OCDE a considéré comme insuffisamment coopératif en matière d'échange d'informations en matière fiscale et des conséquences que l'implantation dans de tels territoires pouvait avoir. Parallèlement, des listes de ces territoires ont été intégrées, pour partie, dans les progiciels utilisés aux fins de prévention du blanchiment de capitaux, et ce en vue d'appliquer une vigilance appropriée aux opérations avec ces Etats et territoires (mise en œuvre du décret n°2009-874 du 16 juillet 2009). Au niveau central, un recensement des implantations et activités du Groupe dans ces territoires a été réalisé aux fins d'informations des instances de direction.

Au 30 juin 2011, BP Covered Bonds n'exerce pas d'activité et n'a pas recensé d'implantation dans les territoires non fiscalement coopératifs.

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION
FINANCIERE SEMESTRIELLE**

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2011

Aux Actionnaires
Banques Populaires Covered Bonds
50, avenue Pierre Mendès-France
75013 Paris

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos statuts et votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- *l'examen limité des comptes semestriels de Banques Populaires Covered Bonds, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;*
- *la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.*

Ces comptes semestriels ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Banques Populaires Covered Bonds établissant pour la première fois des comptes semestriels au 30 juin 2011, les informations relatives à la période présentée à titre comparatif au 30 juin 2010 n'avaient pas fait l'objet d'un rapport d'audit ou d'examen limité.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, la régularité et la sincérité des comptes semestriels et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine de la société et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de la société.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels.

Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 29 août 2011

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit

Département de KPMG S.A.

PricewaterhouseCoopers Audit

Fabrice Odent

Agnès Hussherr

BANQUES POPULAIRES COVERED BONDS
Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
au capital de 80 000 000 euros
Siège social : 50 Avenue Pierre Mendès France - 75013 PARIS
500 366 547 RCS PARIS

ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris, le 31 août 2011



Jean-Philippe BERTHAUT
Président du Directoire